

Le Patriote

ST-PIERRAIS

numéro.

JOURNAL DU MARDI

25 Centimes le numéro.

Terre, Un an. 12 fr. 00
Six mois. 6 00
Mer, Un an. 15 00
Six mois. 8 00

Rédacteur en chef: F. COUTURIER.

Administration et Rédaction, 49, rue Bisson.

INSERTIONS:

Annonces, la ligne 0 fr. 30
Réclames, — 1 CO.

ATION AU CONSEIL SUPÉRIEUR DES COLONIES.

Dimanche 2 Mars 1890.

François Couturier,
Seul Candidat du mandat gratuit.

Mes Chers Concitoyens,

Se voyant perdu sans retour, pressant le formidable échec
ne vous lui réservez pour le deux mars, mon concurrent tente
ne manœuvre désespérée!

Il vous déclare qu'il remplira gratuitement son mandat!

Cette promesse, il ne la tiendra pas!

Pourquoi? Je vais vous le dire.

Parce que l'Assemblée qui vote le budget est composée en
majorité de ses amis; parce que l'Assemblée qui lui a alloué
six mille francs l'année dernière, les lui allouera encore cette
année, sous une autre forme; parce que si le candidat s'engage
à ne rien prendre, le Conseil général ne s'est pas engagé à ne
rien donner!

Parce que pour vivre A PARIS, pour y occuper un emploi
non rétribué, il faut des RENTES et que M. Charles Salomon
n'en a pas!

Parce qu'il lui sera facile d'accepter, à titre de *frais de dé-
placement*, par exemple, ce qu'il refuse aujourd'hui à titre
d'indemnité!

Parce qu'enfin il est à huit cents lieues de vous, à l'abri de
vos récriminations et de vos reproches et que vous n'aurez
aucun moyen d'action contre lui s'il manque à la loi jurée!

Il vous déclare qu'il remplira gratuitement son mandat!

Il reconnaît donc que les fonctions de Délégué ne sont pas

tellement pénibles et absorbantes qu'on doive payer celui qui
en est investi!

Il reconnaît donc que les DIX-HUIT MILLE FRANCS dont
il a été gratifié MALGRÉ VOUS, il les a touchés *sans droit, sans
motif légitime, sans les avoir GAGNÉS!*

QU'IL LES RENDE!

Et s'il les garde, qu'il ne vienne pas solliciter votre confiance
qu'il a indignement TRAHIE, de son propre AVEU, pendant
trois ans!

Il vous déclare qu'il remplira gratuitement son mandat!

Je vous accorde, si vous voulez, qu'il est sincère!

Mais puisqu'il n'a RIEN fait alors que vous lui versiez DIX-
HUIT MILLE FRANCS, que fera-t-il quand vous ne lui verserez
plus un centime?

RIEN! RIEN! RIEN!

Electeurs!

Vous ne tomberez pas dans le piège!

Il n'est personne parmi vous qui n'ait appris à ses dépens ce
que vaut la parole de mon adversaire!

Vous ne serez pas dupes de ce désintéressement fallacieux!

Dans la circulaire qu'il vous adressait le premier janvier
1887, il se chargeait d'obtenir:

Un député;





Des réformes administratives;
La réorganisation de vos institutions judiciaires;
Une solution avantageuse de la question de la boîte;
Un service postal direct avec la France;
Une subvention pour les travaux de votre port et une protection efficace des droits de nos petits pêcheurs.

Qu'a-t-il obtenu ?

RIEN !

Il se vante d'un crédit qu'il n'a pas, qu'il n'aura jamais, lorsqu'il vous assure que la colonie sera grâce à lui prochainement dotée d'un DÉPUTÉ !

Il y a dix-huit mois à peine, le SÉNAT a rejeté un vœu émis à cet égard par votre Conseil général.

M. Charles Salomon avait là une belle occasion de montrer son zèle, son activité et son dévouement. Il pouvait plaider votre cause et dans les journaux et auprès des « *membres influents* » dont il se prétend l'intime.

Il n'a pas bougé !

Et aujourd'hui, à l'heure où il a besoin de vos suffrages, il essaie de dissimuler sous des allégations mensongères, le vide et l'inanité de son œuvre ! Il essaie de vous en imposer par l'audace !

Vains efforts !

Mes chers concitoyens !

La place de votre Délégué n'est pas à Paris; elle est *au milieu de vous* !

C'est sous vos yeux, sous votre contrôle incessant, que je défendrai vos intérêts; c'est sous vos yeux, sous votre contrôle incessant, que j'accomplirai ma tâche et c'est à votre contact quotidien que je me pénétrerai de vos véritables aspirations !

Le programme avec lequel je me présente ne aux équivoques, ni aux surprises. Il se résume *Gratuité du mandat et Résidence à Saint-Pierre* la conséquence de l'autre !

J'en serai l'observateur scrupuleux !

Mon concurrent est arrivé à l'âge où, agitée comme la sienne, le repos est une nécessité et le corps se dérobent aux fatigues, aux efforts. Mon concurrent est arrivé à l'âge où la vie fardeau trop lourd !

Sa carrière est finie !

La mienne commence. Ma jeunesse et les consacrerai tout entières. Les responsabilités de ma mission, je les connais; mes épaules ne fléchiront pas.

Vous savez quels sont mes amis. Ce sont ceux que vous avez donné, le dix novembre dernier, le témoignage d'estime et qui depuis plus de quatre mois, affaires municipales !

Vous savez aussi quels sont les *pauvres* ! Ce sont les hommes auxquels vous avez donné, les suffrages, les hommes que vous avez connus pendant quatre mois.

ÉLECTEURS !

Vous n'hésitez pas !

Le siège de Délégué est le suprême défi à votre pays.

En chassant mon adversaire vous le rendrez définitive !

Vive la République !

François COUTURE

CHARLES SALOMON

jugé par le « *Petit Cadien*. »

Les électeurs savent dans quelles conditions j'entends exercer le mandat de Délégué que je sollicite de leur confiance; je resterai à St-Pierre où mes fonctions d'agréé me retiennent et me font vivre et je défendrai, gratuitement, les intérêts de la colonie.

Cette situation ne m'imposera aucune charge pécuniaire; ma besogne quotidienne sera quelque peu augmentée, voilà tout.

Je ne promets donc rien que je ne puisse tenir.

M. Charles Salomon, au contraire, a-t-il les moyens de résider à Paris et de s'y occuper des affaires de St-Pierre, sans indemnité ? Poser la question, c'est la résoudre ! Le *Petit Cadien*, s'est, d'ailleurs, chargé, dans son numéro du 15 février, de répondre pour nous :

« *Comme toute peine mérite salaire nous soutenons que ce prétendu mandat gratuit n'est qu'une simple fumisterie; qu'en frais de voyages et de correspondance il finira par coûter plus cher que la modeste indemnité de six mille francs par an, à peine suffisante pour permettre au Délégué de représenter dignement à Paris une Colonie qui possède un budget annuel de 400,000 francs.* »

LES ÉLECTEURS SONT PRÉVENUS !

LES PÊCHERIES DE TERRE-NEUVE

La question des pêcheries françaises à Terre-Neuve, a été discutée le lundi 20 janvier dernier à la Chambre des Députés et a occupé toute une séance.

La presse, tant parisienne que départementale, a consacré, pendant la semaine qui a suivi le débat, une foule d'articles à la défense de nos droits. Plus de cinquante journaux du littoral notamment se sont intéressés à cette affaire.

Le public n'en a ici connu les détails que par ceux de ces journaux qui comptent des abonnés à Saint-Pierre.

M. Charles Salomon, délégué sortant, ne pouvait-il donc pas envoyer à son délégué de Saint-Pierre un rapport ou au moins une note que celui-ci aurait publiée dans le PETIT CADIEN et qui aurait appris à notre population comment les choses se sont passées ?

C'était le moment, pourtant, de nous témoigner de la sollicitude et du dévouement. Il eût fourni là une preuve sérieuse de son désir de travailler.

Mais non ! il a mieux aimé perdre son temps à rédiger son appel aux électeurs. C'était plus pratique, du moins il l'a pensé. Lui d'abord; St-Pierre et Miquelon ensuite.

Nous avons remarqué aussi qu'on ne souffle mot nulle part, ni dans les journaux (et ils sont nombreux) où la question des

pêcheries françaises à Terre-Neuve examinée, ni dans les discours prononcés au Parlement en cette circonstance. C'est comme s'il n'avait jamais existé. Électeurs ! ne l'oubliez pas !

F. C.

N. B. A l'heure où nous allons mettre cette presse, nous avons été informé que M. Salomon se rendait compte de l'effet déplorable qu'allait produire le silence et la négli- gence de son père. Il est en train de fabriquer, les besoins de la cause, une lettre qu'il fait avoir reçue par le courrier de vendredi et livrée à la publicité avant l'élection.

Nous nous faisons un devoir et un plaisir d'étouffer dans l'œuf cette grotesque manœuvre.

RECTIFICATION.

Le « *Petit Cadien* » affirme que M. Charles Salomon, suspendu pour six mois de ses fonctions d'agréé, a vu réduire par le Ministre à deux mois, la durée de cette mesure disciplinaire,

C'est une erreur.

M. Charles Salomon a été privé du droit de plaider pendant quatre-vingt jours, du 21 juillet au 10 octobre 1882. Remise lui a été faite du reste de sa peine à la suite d'une lettre d'excuses et sur la

proposition de M. le Chef du service judiciaire Pertuzé.

Quant au Ministre, il n'est aucunement intervenu.

AVIS AU PUBLIC.

Je suis inondée depuis quelques jours de circulaires anonymes où un M. Olompié, candidat à la déléga-tion, est injurié à chaque ligne. Les épithètes variées qui s'y succèdent, d'incriminateur, blagueur émérite, futur député, droit, particulièrement, m'ont conduit à croire qu'on visait M. Charles Salomon lequel n'est que l'objet d'une conviction s'est affirmée lorsque il s'agissait de blessures reçues au droit qu'on ne nomme pas par ses affaires véreuses ayant occupé l'emploi de copiste ou de contre-maître me rappelle plus très-bien. J'ai appris que le monsieur en question avait tourné en ridicule les hautes St-Pierre, mes dernières hésitations disparu. J'ai pensé qu'un des citoyens civils arrivés ici dans le courant de l'année avait été indiscret et qu'il avait écrit qu'en France, à Paris, ON lui dépeint notre colonie comme un pays de sauvages où il est impossible de se procurer même un mobilier.

Je dois cependant reconnaître que dans le factum dont je parle, M. François Olompié a 27 ans, toutes ses dents et pas de corset. Comme M. Charles Salomon a 36 ans, toutes ses dents et qu'il n'a pas d'avoir toutes ses dents et qu'il n'est pas perfectionné, le portrait n'est pas tellement ressemblant. Mais l'auteur n'a sans doute dépister son monde. Si qu'il en soit, craignant qu'on ne lui enlève la paternité de cet écrit essentiellement dirigé contre mon concurrent d'indigne de conserver ma réputation de journaliste qui n'oublie jamais de mettre au bas de ses articles, je déclare que je suis complètement étranger aux faits et aux imputations diffamatoires contenues dans l'appel Aux Saint-Pierrais et Aux vrais Cadiens.

F. C.

Boulangiste !

Quelques personnes amies ont bien voulu s'émouvoir de l'épithète de Boulangiste que le PETIT CADIENT m'applique à toute occasion, bonne ou mauvaise, et m'ont engagé à en toucher deux mots à mes lecteurs. Si il plaît au PETIT CADIENT de m'appeler Boulangiste je n'y vois, en ce qui me concerne, aucun inconvénient, alléguer

n'étant pas prouver. Je l'appellerai, moi, bonapartiste, et tout sera dit.

Cependant, pour donner une idée de la bonne foi des rédacteurs anonymes de cette feuille éphémère, je vais reproduire ici quelques extraits du PATRIOTE où je parle du général Boulanger.

Boulanger on en a assez..... Boulanger n'a qu'un terrible et honteux procès perdu, celui de la Haute Cour de justice..... Les paroles du « Général » ne sont plus de la monnaie courante, elles n'ont même pas de crédit. Et leur autorité sur l'électeur correspond à peu près à celle qu'aurait sur le peuple Français une invitation de la reine d'Honolulu à voter en masse pour le comte de Paris.....

Numéro du 24 Décembre 1889.

L'année mil huit cent quatre-vingt-neuf expire aujourd'hui. Deux belles choses l'ont marquée... La seconde a démontré d'une manière définitive l'indissoluble attachement du pays aux institutions démocratiques qu'il s'est librement données.....

Numéro du 31 Décembre 1889.

Nous avons déjà dit ici ce que nous pensions de Boulanger. Il s'est effondré dans la boue. Il est zéro.....

Numéro du 14 janvier 1890.

Calomniez, a dit Basile, calomniez, il en restera toujours quelque chose. On suit le précepte de Basile, au PETIT CADIENT.

François COUTURIER.

AU PETIT CADIENT.

Le « Petit Cadien » affecte de ne pas comprendre ce que nous avons écrit mardi dernier et, dans un article intitulé C...N, il insinue que nous avons voulu ridiculiser le nom de « Cadien ».

Le « Petit Cadien » se méprend sur nos intentions. Ce que nous avons voulu ridiculiser et ce que nous avons réussi, en effet, à ridiculiser, c'est la prétention qu'il affiche d'être « Cadien ». - « Cadien » allons donc ! - Nous connaissons ses rédacteurs et ses inspireurs et il n'en est pas un qui soit « Cadien » ; pas un, entendez-vous ! Et voilà pourquoi les articles sont signés « en bloc » par le gérant M. E. Salomon qui ne l'est pas davantage.

Quand on s'appelle le « Petit Cadien », quand on se pare d'un titre comme celui-là, on s'en montre digne, on ne se cache pas derrière le rideau pour insulter les gens, on agit à visage découvert ! La franchise et la loyauté sont des vertus « Cadiennes », et elles manquent au « Petit Cadien ».

Chacun ici, d'ailleurs, pense comme nous. Et la preuve, c'est qu'au lieu de s'indigner de notre plaisanterie, on l'a trouvée excellente. Votre masque, Petit Cadien, ne trompe personne.

Le « Petit Cadien » soutient qu'il sort de la cuisse de Jupiter... pardon ! de la plume de M. E. Salomon. Quelle blague ! - Vous n'avez qu'un moyen de nous convaincre, Petit Cadien, hérissez vous de fautes de français !

Le « Petit Cadien » qui n'a pas encore digéré l'aventure dont sa naissance a été marquée, s'écrie triomphalement que le rédacteur du « Patriote » a été gifflé. Il oublie d'ajouter que le rédacteur du « Patriote » a servi à son agresseur, du tac au tac, un superbe coup de canne à travers la figure, ce qui établit une compensation. Et pour être complet, puisqu'il traitait la matière, il aurait dû dire aussi que son propre rédacteur a reçu, il y a deux ans, à domicile, une formidable volée et que l'affaire n'a pas eu de suites.

Le « Petit Cadien » dont toutes les notions sur les honoraires sont bouleversées par notre idée de devenir, à titre absolument gratuit, le Délégué de Saint-Pierre, nous accuse de viser à la Députation.

Il a deviné juste. Si la colonie est un jour dotée d'un représentant à la Chambre, je me mettrai sur les rangs, certain que je suis d'obtenir l'unanimité... à cause de mon programme dont les termes seront ceux-ci : création d'une seconde étude de notaire.

Le « Petit Cadien » vous prie de noter, lecteurs, que je n'ai jamais vu M. Charles Salomon, lequel, sous l'Empire, étant juge, portait une bavette, alors que moi, étant moutard, j'en portais plusieurs.

Je n'ai jamais vu M. Charles Salomon ! Je connais bien des gens à St-Pierre qui voudraient pouvoir en dire autant ! Ne parlez donc pas de ces choses-là, Petit Cadien !

Le « Petit Cadien » a l'air de suspecter mon désintéressement. Mes clients répondront pour moi. Mais il est singulier que l'organe d'un homme dont le budget local a payé l'oisiveté SIX MILLE FRANCS par an, de 1887 à 1890, soulève des questions pareilles. Les centaines de Saint-Pierrais qui m'ont confié la défense de leurs droits avaient tous plus ou moins passé par l'étude de M. E. Salomon ; demandez leur s'ils y sont retournés.

Il est temps de laisser là, n'est-ce pas ? cet encombrant « Petit Cadien ». Deux mots encore. M. E. Salomon termine l'article qu'il a signé mais qu'il n'a pas rédigé, en nous assurant que s'il a « paradé » sur les tréteaux d'un théâtre, c'était pour les pauvres. Nous n'avons pas entendu lui faire un crime d'être « monté sur les plan-



ehes» «comme tous les jeunes Saint-Pierrais qui ont prêté leur concours aux fêtes de bienfaisance de la colonie». Au contraire, nous profitons de l'occasion pour l'en féliciter. Mais chacun sait que "monté sur les planches" il "paradait" uniquement préoccupé "d'épater" son monde et de chercher des effets. — Et il invoque les malheureux! *Comédiant!*

Puis, comme il faut justifier l'adage: *in cauda venenum*, le poison est dans la... fin, il jure ses grands dieux que nous ne sommes qu'un "petit sous-Boulangier" abonné de l'Intransigeant, dans lequel nous copions des phrases entières. C'est dur! Mais à tout prendre, il vaut mieux encore être traité de "petit sous-Boulangier" que de *gros* Robert-Macaire! Cela vexe moins.

F. C.

PAS SÉRIEUX!

Nos lecteurs ont remarqué comme nous que les amis de M. Ch. Salomon mènent la campagne électorale à coups de plaisanteries grossières, ce qui indique bien qu'ils ne prennent pas leur candidat au sérieux et qu'ils n'ont aucun doute sur l'issue de la lutte.

Nous ne perdrons pas notre temps à réfuter les insinuations malveillantes et les mensonges répandus contre nous dans le public à grand renfort de prospectus. Nous savions parfaitement ce qui nous attendait et nous connaissons trop M. E. Salomon pour nous étonner du diapason où sont montées ses clameurs.

Il est cependant une insulte que nous tenons à relever. C'est celle que les quinze rédacteurs anonymes du «Petit Cadien» font au suffrage universel quand ils écrivent: «*Vivent les habitants de l'île Verte!*» ou quand ils conseillent aux électeurs de voter pour: *François Grappinos, inspecteur général des forêts de l'île Massacre.*

Traiter la population de St-Pierre avec une désinvolture pareille, quand vous lui demandez sa confiance, railler ainsi l'exercice du droit le plus sacré du citoyen, mettre de la sorte en un parallèle ridicule des rochers déserts et incultes avec un pays de laborieux marins, voilà, messieurs, une impertinence et une maladresse qui vous coûteront cher.

Vous vous en rendrez compte le 2 mars.

F. C.

GRATUITÉ DU MANDAT.

M. E. Salomon, qui exerce à St-Pierre les fonctions honorables assurément mais peu lucratives de délégué du délégué sortant, s'est of-

fert, à ce qu'il prétend, le luxe de nous faire une farce.

Il aurait annoncé que «l'indemnité du délégué allait être déclarée obligatoire» uniquement dans le but de nous obliger à prendre l'engagement formel de remplir gratuitement notre mandat. Nous n'avons ne pas comprendre.

A quelque époque que nous ayons pu songer à briguer les suffrages de nos concitoyens, nous n'avons jamais eu l'intention de quitter Saint-Pierre où notre clientèle nous fait une situation pécuniaire infiniment supérieure à celle du délégué. Nous nous trouvons trop bien ici pour avoir envie d'en partir. Et par suite nous avons toujours compté représenter la Colonie à titre purement gratuit.

Nous mettons M. Charles Salomon au défi d'en dire sérieusement autant. Les dix-huit mille francs qu'il a déjà empochés l'avaient, à n'en pas douter, mis en goût, et le cœur a dû lui saigner quand il a reçu de son délégué un télégramme ainsi libellé:

«RASÉ SI INSISTES POUR ÊTRE PAYÉ» et qu'il a été obligé de se fendre de sept francs cinquante pour répondre:

«RENONCE INDEMNITÉ AFFICHÉ»

Le plus navré des deux ce n'est certainement pas nous qui n'en aurons pas une voix de moins, mais bien M. Charles Salomon qui en «sacrifiant» une rente annuelle de six mille francs n'aura même pas réussi à se rallier trois électeurs.

F. C.

VILLE EN BOIS

Le "Petit-Cadien" s'efforce de nous persuader que si le Ministre a autorisé une modification à l'arrêté fixant les limites de la ville en bois, c'est grâce au Délégué sortant.

Nous sommes en état de prouver que M. le Gouverneur de Lamothe a dit à plus de vingt personnes, en août et en septembre 1888, qu'il ne s'opposerait pas à la réalisation du vœu émis par l'Assemblée locale sur la question.

C'est donc après avoir été saisi par le Conseil Général et après avoir reçu un avis favorable de M. de Lamothe, que le Département s'est prononcé dans le sens que l'on sait.

En somme, malgré le "Petit Cadien" qui se donne bien du mal à le grossir, le bagage de M. Charles Salomon est des plus minces. Voilà une raison pour que les électeurs, toujours charitables, l'augmentent, dimanche prochain, d'une veste d'hiver garantie pour deux ou trois ans.

M. Charles Salomon n'a pas pour habitude, c'est le "Petit Cadien" qui nous l'affirme, de se vanter des choses qu'il n'a pas faites. Cela vient d'un excellent naturel. Nous lui en donnons acte sans pousser l'indiscrétion jusqu'à lui demander s'il a pour habitude de se vanter de toutes les choses qu'il a faites.

F. C.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES COLONIES.

Sous ce titre, la «Liberté Coloniale», journal de M. le Sénateur de la Guadeloupe, Isaac, publie l'article suivant que nous nous empressons de reproduire textuellement:

On a remarqué que le Conseil Colonies a été représenté par une réception faite à l'Élysée, à l'occasion du jour de l'An. Il y avait longtemps qu'on n'avait entendu parler de ce Conseil, nous pouvons que l'approuver d'avoir tenu son existence, dans une circonstance qui le conduisait à l'Élysée, tenant rentrer dans son immobilité. Nous voudrions qu'il en fût autrement, longtemps, hélas! que ceux qui mettent en mouvement ont pris l'habitude comme s'il n'existait pas. Ce n'est plus de notre temps; il y a des canons des Invalides:

«Réservé pour la pompe et la

Pas de commentaires, n

Les Anglais et les Petits

Le dossier de l'affaire de pêcheurs de St-Pierre et de l'Île va être prochainement transmise au Ministre qui statuera définitivement sur la question.

Les pétitions que nous avons présentées au nom de plus de cinq cents intéressés ont suffisamment éclairé l'Administration qui est d'ores et déjà en mesure de fournir un avis au Département.

On peut donc espérer qu'une solution interviendra avant le mois de Mai.

Les petits pêcheurs savent qu'ils ont un mandataire dévoué et que nous remplirons notre tâche jusqu'au bout.

Que nous soyons élu ou non nous continuerons à défendre les intérêts qui nous ont été confiés et, par le prochain courrier, nous adresserons au Département, pour les pétitionnaires, un mémo catif qui éclairera complètement l'espérons, le Gouvernement de la Colonie.

François CO

Le Gérant, F. Couturier

ANNONCE

IMPRIMERIE-R

A. LEMO

Rue Gervais

Spécialité pour le Commerce. — Travaux d'administrations. — Mémoires. — Prospectus. — Cartes d'envoi. — Cartes d'adresse. — Lettres de faire part. — Affiches. — Menu de dîners, etc. etc.

Imp. A. Lamoine.